
MESSAGE A LA NATION

prononcé par Son Excellence

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DE COTE D'IVOIRE

A L'OCCASION

DU DIX - HUITIÈME ANNIVERSAIRE

DE L'INDÉPENDANCE

SEGUÉLA, LE 7 DÉCEMBRE 1978

MESSAGE A LA NATION

prononcé par Son Excellence

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DE COTE D'IVOIRE

A L'OCCASION

DU DIX - HUITIÈME ANNIVERSAIRE

DE L'INDÉPENDANCE

SEGUÉLA, LE 7 DÉCEMBRE 1978

Ivoiriens,

Ivoiriennes,

Mes chers compatriotes,

En ce dix-huitième anniversaire de notre chère patrie que nous fêtons aujourd'hui, je suis particulièrement heureux, après les semaines d'absences hors de la terre natale que m'ont imposées les circonstances, de me retrouver au plus près des réalités du monde rural dans cette région du Worodougou, terre de passages et de rencontres, riche d'un passé inséparable de l'histoire de notre continent et que sa position, ouverte à la fois sur la savane et sur la forêt, place devant des perspectives très variées d'actions de développement.

Je salue et je remercie de tout cœur sa population qui nous a offert sans réserves la chaleur de son accueil. Qu'elle sache que ma préoccupation constante est que chaque parcelle de la Côte d'Ivoire, même la plus éloignée des centres de décision participe pleinement, sans rien renier de son originalité ni de son génie propre, à notre marche vers le progrès et à la juste répartition du mieux-être qu'il doit engendrer.

Certes, nous avons dû, au départ, parer au plus pressé et mettre en valeur ce qui était le plus immédiatement disponible pour assurer des ressources substantielles à la Nation qui venait de naître et les régions les plus défavorisées ont pu croire qu'elles étaient vouées à l'oubli.

Vous savez maintenant qu'il n'en est rien et que le Gouvernement a manifesté, de façon irréversible, sa volonté de donner à chaque région les moyens de mise en valeur correspondant à ses potentialités propres de manière à rééquilibrer notre développement et, entre autres objectifs, à conserver en zone rurale une population active, enracinée dans son terroir et heureuse d'y vivre.

La région de Séguéla, pour sa part, n'a pas été oubliée puisqu'aux actions de la C.I.D.T., à l'encouragement positif aux cultures traditionnelles et au développement de l'élevage, aux forages systématiques de la FOREXCI, à l'effort d'équipement sanitaire et social, à la création des pépinières SODEFEL, s'ajoute, dès à présent, un projet d'usine de traitement des fruits, qui sera construite avec l'aide de nos amis espagnols, tandis que nos amis brésiliens s'intéressent à la culture de soja en Côte d'Ivoire.

Je me réjouis, par ailleurs, du progrès sensible de la scolarisation. Je me réjouirai davantage encore si le travail de tous confirme les espérances que nous plaçons dans l'avenir du Worodougou et justifie la sollicitude affectueuse que nous lui portons.

*
**

Cette année encore, la Côte d'Ivoire a pu travailler dans la paix. C'est un privilège inestimable dont nous devons tous être conscients. Que nous offre, en effet, un rapide regard sur le reste du monde ?

En Afrique, les questions sahraoui et tchadienne n'ont pas encore trouvé de solution, alors que la Corne de l'Afrique demeure une zone d'incendie. L'affrontement entre Tanzanie et Ouganda est venu ajouter à nos inquiétudes. Le sort de la Namibie reste suspendu à des négociations délicates, cependant qu'au Zimbabwe se prolongent des négociations extrêmement difficiles pour permettre à la majorité noire de parvenir au pouvoir, qu'en Afrique du Sud persiste, à peine entamée, la scandaleuse apartheid.

Dans le Proche-Orient, nous assistons aux explosions de violence qui ravagent le Liban et menacent la stabilité iranienne.

En Extrême-Orient, les pays qui ont mené des luttes héroïques, au nom de la liberté, s'entre-déchirent et se transforment, par l'application de principes rigides et inhumains, en camps de concentration que l'on ne peut fuir que dans la mort ou au prix de mille dangers vers l'exil. Sans parler de ceux où les droits de l'homme sont constamment bafoués, les pays les plus policés ne sont pas épargnés par les assassinats et les attentats.

C'est de l'Afrique pourtant, un des continents les plus frappés, que nous sont venues cette année quelques raisons de croire encore que les pires situations ne sont pas définitives, de confirmer ma conviction maintes fois proclamée qu'avec du courage et du bon sens, en respectant son adversaire du moment, en ne craignant pas de quitter les chemins battus, en faisant appel à l'entremise d'amis communs, et, par-dessus tout, en faisant passer avant les satisfactions d'amour-propre à court terme, la recherche obstinée de la paix, on peut écarter les plus grands obstacles à la réconciliation pour ouvrir toutes grandes les portes de l'espoir.

Ainsi, la rencontre de Monrovia, la réconciliation entre le Zaïre et l'Angola, et le geste inoubliable du Président Sadate ont marqué de pierres blanches un calendrier chargé, par ailleurs, de tant d'amertumes. Bien sûr, tout n'est pas réglé en quelques accolades, mais que déjà cessent l'escalade verbale, l'appel à l'insurrection, le soutien aux éléments subversifs et les peuples suivront avec joie le chemin de la concorde que lui indiquent les dirigeants.

Bien sûr, la paix entre Israël et ses voisins n'est pas pour demain. Elle ne saurait en aucun cas s'établir et avoir des chances de durer sans que le problème

palestinien n'ait trouvé une solution juste. Mais un premier pas a été fait et il n'a pas de prix pour tous ceux qui estiment que la mise en commun des ressources humaines, matérielles et technologiques pourrait donner, à ces régions que des siècles de luttes stériles ont rendues au désert, une prospérité qu'elles n'ont pas connue même au plus haut sommet des civilisations qui ont fait leur gloire.

Quelle est la place que tient la Côte d'Ivoire dans ce qu'il est convenu d'appeler le concert des Nations, concert qui n'est pour le moment qu'une affreuse cacophonie dirigée par plusieurs chefs d'orchestre lisant des partitions différentes ?

Je dirai, tout d'abord, que sur le plan bilatéral, notre pays ne se connaît pas d'ennemis. Il a, certes, des degrés dans son estime et continue à observer une prudente réserve à l'égard de gouvernements dont il peut craindre qu'ils ne respecteraient pas sa totale indépendance s'ils en avaient les moyens.

En revanche, la Côte d'Ivoire approfondit et diversifie ses amitiés, explore toutes les possibilités de coopération qui lui sont offertes et qui se traduisent aussi bien par la formation de nos étudiants et stagiaires à l'étranger que par le concours d'experts et la participation de nos amis à de nombreux projets qui intéressent notre développement.

La visite officielle du Président de la République française, celle que j'ai effectuée au Cameroun, la réunion du Sommet franco-africain, ont été des occasions privilégiées de vérifier la solidité des liens tissés par une vie commune et n'avoir plus que jamais la conviction que le passage de la dépendance à l'indépendance n'implique pas forcément un déchirement ou un reniement. Il peut, au contraire, trouver dans le passé une base solide pour des rapports amicaux d'une autre nature mais non moins étroits.

Je souhaite que cette heureuse évolution serve d'exemple aux peuples qui vont être libérés et à ceux qui devront leur abandonner le pouvoir.

La Côte d'Ivoire n'a pas manqué de participer activement aux réunions des organisations régionales ainsi qu'à celles de l'O.N.U. et des formations qui en dépendent en s'efforçant, souvent avec succès, d'aider à éviter les pièges de ce genre de structures que sont le verbalisme, le manque de réalisme, l'inadéquation des objectifs visés et des moyens effectivement opérationnels pour les atteindre.

Grâce à sa politique ferme et souple à la fois, à la qualité de ses délégations et à ce que l'on sait de sa paix intérieure et de sa prospérité, son image de marque est bonne, je n'en veux pour preuve que les demandes fréquentes qui m'ont été faites et auxquelles j'ai dû répondre, d'apporter mon entremise pour essayer d'ouvrir des voies de sagesse et de conciliation dans certains des conflits que nous connaissons. Vous en avez eu des échos par la presse, mais vous comprendrez qu'il ne m'est pas possible d'en dire plus que ce que la courtoisie et la prudence nécessaires m'ont permis de faire jusqu'à présent.

Cette image de marque, qui est bonne et que nous devons préserver, nous sera bien utile dans les mois à venir.

Les négociations qui se sont engagées pour le renouvellement de la Convention de Lomé font déjà ressortir les difficultés rencontrées auparavant dans le dialogue Nord-Sud, à savoir que les pays européens éprouvés par la crise et la montée du chômage et qui hésitent déjà à agrandir leur communauté, répugnent à consentir de nouveaux sacrifices aux dépens de leurs propres ressources et à ouvrir davantage leurs frontières

à des produits qui pourraient être concurrentiels. C'est sûrement une politique à courte vue, car seule l'élévation du niveau de vie des pays en voie de développement élargira le marché international et permettra une poursuite de l'expansion. Mais les gouvernants, même les plus conscients, doivent tenir compte de l'opinion publique mal éclairée et, par conséquent, immédiatement encline à des réflexes de défense protectionniste. Il n'est pas évident non plus que certaines exigences des partenaires de la C.E.E. soient entièrement raisonnables. Il faudra, sans doute, en arriver, comme toujours, à des solutions de compromis. Notre pays aura son mot à dire et le dira.

Je faisais, à l'instant, allusion au dialogue Nord-Sud qui piétine et reflète bien la situation actuelle des rapports entre pays industrialisés et pays en voie de développement, tels qu'on les observe, également, à la C.N.U.C.E.D. et dans bien d'autres structures de rencontre.

Les déclarations d'intention, de bonne intention ne manquent pas, mais dès qu'il s'agit de passer aux actes, les pesanteurs économiques, sociales et politiques sont telles que ce qui est objectivement réalisé n'est qu'une goutte d'eau par rapport à ce que nous pourrions souhaiter.

Nous savons qu'on a dépensé dans le monde, en 1976, 100.000 milliards C.F.A. d'armements et l'aide publique aux pays en voie de développement représente moins de 4 % de ces dépenses. Elle pourrait donc être sans dommages substantiellement augmentée. Mais la situation internationale est telle, qu'il sera vain d'espérer, même à moyen terme, un changement substantiel dans les esprits et dans le comportement des nations.

Selon le *Journal de Genève*, depuis 1945, plus de deux cents conflits chauds ont causé plus de victimes que la deuxième guerre mondiale. Quant aux Prix Nobel le professeur Leontief, il estime qu'actuellement 60 % de la population du globe ne dispose que de 15 % du revenu mondial. Cela pour dire que, tout en enregistrant avec plaisir certains progrès dans l'accroissement en nombre et en volume des sources du financement de l'aide, je pense et je vous dis très nettement que nous devons compter, pour l'essentiel, sur nous-mêmes.

Compter sur nous-mêmes, cela signifie, d'abord, continuer nos efforts de mise en valeur de nos propres ressources, améliorer nos productions en qualité et en quantité, faire croître sur notre sol des cultures qui, ailleurs, ont donné des résultats intéressants, soit pour l'auto-consommation, soit pour l'exportation.

Compter sur nous-mêmes, cela signifie également, poursuivre nos recherches minières et, bien entendu, pétrolières, exploiter entièrement nos potentialités en énergie hydraulique, transformer autant que possible dans nos propres usines avec un maximum de valeurs ajoutées les matières premières dont nous disposons, récupérer et utiliser les déchets végétaux dont nous sommes riches, arriver aussi loin que nous le pourrons à l'auto-satisfaction en matières protéines animales.

Cela signifie aussi et surtout, par une éducation bien comprise, éviter toute déperdition de notre capital humain, encore sous et mal employés. Les véritables vocations littéraires, juridiques, artistiques doivent être favorisées et encouragées, mais ces activités, aussi nobles soient-elles, ne doivent pas être un déversoir commode pour les médiocres et supporter le poids d'orientations mal organisées, de formations incohérentes souvent compromises dès le primaire. Il ne sert à

rien de vitupérer le grand nombre de cadres étrangers si nous ne sommes pas capables de fournir à tous les secteurs de notre industrie naissante, du bâtiment, de l'agriculture, de la santé, de la recherche, des ingénieurs, des techniciens, des médecins de qualité appuyés sur des cadres moyens et des travailleurs réellement qualifiés. La rentabilité d'une cellule de production n'est pas affaire de couleur de peau, mais de compétence, de dynamisme et de conscience professionnelle.

J'ai plaisir à constater que de plus en plus nombreux sont les jeunes ivoiriens qui correspondent à ces normes, mais nous n'en sommes encore qu'au saupoudrage et c'est sur des bases solides et saines, sans défaillance mais sans démagogie que nous devons progresser vers l'ivoirisation.

C'est dans cette optique que seront multipliés des lycées professionnels, que seront renforcés les stages de perfectionnement ou de recyclage. Je demande aussi à tous les enseignants, à tous ceux qui, à des titres divers, concourent à l'orientation et à la formation de la jeunesse, d'aller au-delà de la distribution mécanique de leurs connaissances pour être des conseillers attentifs, — de ne pas se borner au champ pédagogique de leurs activités, mais de guider avec bienveillance et réalisme jusqu'à l'organisation de la vie extra-scolaire de ceux qui ont à effectuer la difficile transition de la vie familiale à la vie scolaire, de la vie scolaire à la vie estudiantine —, de la vie d'apprenti à celle d'ouvrier, ainsi seront évitées bien des déceptions, redressées bien des erreurs, ainsi deviendra fécond un travail qui, s'il est désordonné et inefficace, aboutit à l'échec et à la rancœur.

Le temps passe vite. Dans quelques années, d'importantes options devront être prises. Il est par exemple vraisemblable qu'en 1990, nous aurons atteint le maxi-

mum de développement de l'énergie hydroélectrique. Choisissons-nous le nucléaire s'il a fait suffisamment ses preuves, en aurons-nous les moyens ? Ou bien nos ressources en gaz de pétrole nous permettront-elles d'arriver à une autre étape dans l'alimentation de nos usines, dans l'électrification de nos villages ? Je n'évoque cette question que pour souligner que nous ne devons pas vivre au jour le jour, mais penser à la Côte d'Ivoire de demain qui fera toujours plus appel à l'invention, à la recherche, à la haute technicité sans pour autant renier sa culture et son individualité.

Nous dénonçons depuis des années la détérioration des termes de l'échange, mais tant que nous ne pourrons pas transformer tout ou partie de nos matières premières en produits finis ou semi-finis, nous perdrons notre temps à la dénoncer.

J'ai, voici quelques années, cité l'exemple du Japon, pays sans matières premières, sans pétrole et qui a su, par son intelligence, la valeur de ses techniciens et son dynamisme, devenir une des plus grandes puissances mondiales. Notre retard dans le développement ne doit pas être une source de regrets, mais un stimulant. Il nous donne le recul nécessaire pour éviter les erreurs de ceux qui nous ont devancés et nous inspirer de leur réussite.

Si nous revenons au présent, nous pouvons constater sans forfanterie qu'en dépit des aléas de la conjoncture, en dépit notamment des lourdes charges qui nous ont été imposées par la crise mondiale, la Côte d'Ivoire a maintenu son cap.

Deuxième producteur mondial de cacao, troisième producteur mondial pour le café, premier en Afrique et troisième dans le monde pour l'exportation de l'huile de palme, premier en Afrique pour l'ananas et la banane,

bientôt deuxième exportateur africain d'amendes palmistes, notre pays continue à trouver dans son agriculture de nombreux motifs de fierté.

Le fait que l'aéroport d'Abidjan soit parmi les tous premiers d'Afrique pour les vols extérieurs, que notre port soit en passe de devenir le premier port thonier d'Afrique, que notre flotte doive être bientôt, en 1980, l'une des plus importantes de la sous-région, donne également la mesure de nos progrès. Mais nous ne sommes pas à la chasse aux records. L'effort de développement des infrastructures, qui s'inscrit dans le budget d'équipement qui a quadruplé depuis 1976 intéresse aussi largement la vie des régions et notamment le désenclavement de l'intérieur du pays en une multitude d'opérations peu spectaculaires mais vitales.

Quant à l'agriculture villageoise, faut-il rappeler qu'elle bénéficie de fourniture de semences, de distribution de boutures et de plants sélectionnées, d'attribution d'engrais et de pesticide ? Il faudrait reprendre point par point le budget de l'Etat pour mesurer l'importance et la variété de ses interventions et son souci de donner à l'homme ivoirien les meilleures possibilités de contribuer à la prospérité du pays et de parfaire son propre épanouissement.

Tout cela coûte cher, très cher. Les ressources tirées de l'épargne sont encore insuffisantes, très inférieures, *mutadis mutandis*, à celles des pays européens et malgré les recettes substantielles que nous tirons de nos exportations et de nos services, le monde étant ce qu'il est, c'est-à-dire avare de cadeaux, nous devons financer une partie de nos investissements par l'emprunt. Certains esprits chagrins, jaloux ou tout simplement mal informés, semblent prendre un malin plaisir à évoquer ce qui serait notre surendettement.

Je leur répondrai ceci. Tout d'abord qu'il n'est guère de pays au monde qui n'ait recours d'une manière ou d'une autre à l'emprunt. Même les tout-puissants Etats-Unis viennent de faire appel au Fonds Monétaire International pour soutenir leur monnaie. Ensuite, que la réalisation immédiate d'investissements indispensables, pour assurer dans l'avenir une croissance constante et harmonieuse, suppose une mobilisation de capitaux qui dépasse les capacités propres d'un pays en voie de développement.

Il n'est pas d'entreprise de grande taille qui ne soit obligée, soit de recourir à des augmentations de capital, soit d'emprunter pour renouveler ses équipements ou étendre ses capacités de production.

L'important est de maintenir l'endettement extérieur dans des limites saines et la Côte d'Ivoire n'a l'intention ni de rester en état de stagnation faute de capitaux, ni de dépasser ses limites pour courir je ne sais quelle aventure.

D'autres personnes émues par certains contrôles, certaines prises de participation de l'Etat ivoirien font courir le bruit que le temps du libéralisme est passé et que nous entrons dans une phase d'étatisation. C'est vraiment faire peu de cas de mon bon sens et supposer que je suis resté aveugle devant les échecs désastreux de certains pays qui ont renoncé à l'option libérale. Je répète clairement, une fois encore, que la Côte d'Ivoire a choisi la voie du libéralisme et qu'elle s'y maintiendra. Devrai-je répéter, une fois encore, qu'elle n'entend pas cependant devenir une foire d'empoigne et laisser le champ libre aux margoulin's de tout acabit ?

Revenant à l'emprunt, je dirai que nous maintiendrons l'équilibre entre les lenteurs dans le développement qu'entraverait une prudence excessive et l'écrasement sous les charges que constituerait une politique d'endet-

tement sans frein. Les services responsables devront veiller plus que jamais à sélectionner les investissements en fonction de leur rentabilité future, les prêts en fonction de leur durée et de leurs conditions d'intérêt. Par ailleurs, nous ne sommes pas à l'abri de l'inflation. Pour obtenir de moindres coûts, l'Etat doit tenir la main à respecter ses engagements, à payer ce qu'il doit avec toute la rapidité compatible avec les contrôles indispensables. Il n'est pas admissible d'attendre des mois pour régler des factures qui devraient être liquidées en trois ou quatre semaines. Nous savons que les entreprises qui attendent ainsi la juste rémunération de leurs fournitures ou de leurs travaux doivent payer aux banques de lourds intérêts pour les découverts qui leur sont consentis. Qui supporte en définitive le poids de ces charges ? C'est l'Etat client, c'est-à-dire la communauté.

C'est en cela que les critiques peuvent être génératrices de progrès et nous ne les avons jamais craintes quand elles étaient fondées et non inspirées par la malveillance.

J'en donnerai la preuve en faisant mes propres doléances à l'égard de comportements qui persistent et tendent parfois à s'aggraver. C'est le manque d'esprit civique qui conduit certains de nos compatriotes à exporter frauduleusement leur café, à se livrer à des trafics divers, d'armes, de produits pharmaceutiques ; c'est la persistance de la corruption, de l'absentéisme, de la « politique du couloir » ; c'est le manque de fraternité à l'égard des humbles ; c'est la recherche du luxe ; c'est le gaspillage effrené à l'occasion de certaines fêtes qui n'ont même pas l'excuse d'être enracinées dans notre passé ; c'est l'appétit de lucre de quelques commerçants qui profitent de la raréfaction occasionnelle de certains produits pour spéculer et s'enrichir sans cause ou font en sorte, au prix de quelles compromissions ou de quelles négligences, que soient exportés des produits mal condi-

tionnés ou de mauvaise qualité. C'est l'importation sous documents falsifiés de marchandises qui ne supportent pas ainsi les droits correspondant à leur valeur. C'est l'explosion de rivalités, de mesquineries et d'ambitions médiocres qui s'est fait jour dès qu'il s'est agi de créer des municipalités ; c'est la recrudescence des vols à main armée dans la capitale.

Ivoiriens, Ivoiriennes, chers frères et chères sœurs, ces réflexions un peu amères ne sont pas un constat d'impuissance. Je persisterai à lutter contre toutes ces formes de malhonnêteté et de manque d'esprit civique qui menacent le corps social et à faire prendre les sanctions nécessaires contre leurs commettants. Certains l'ont déjà été, peut-être trop discrètement. Je me reconnais le défaut de ne pas vouloir mettre au pilori ceux qui ont mal agi, pour leur famille et aussi dans l'espoir qu'ils s'amenderont. Mais le pardon à répétition est une faiblesse et une faute contre la communauté que je ne commettrai pas. Le renforcement des forces de Police et de contrôle, l'alourdissement des sanctions, s'il apparaît nécessaire, seront mis en œuvre autant qu'il le faudra.

Mais les racines du mal sont profondes. Chacun de nous en a sa part, et il n'y a pas de remède miracle qui puisse du jour au lendemain nous en débarrasser, si chacun de nous ne fait pas l'effort nécessaire pour les détruire.

Prenons conscience de la chance que nous avons de vivre dans un pays libre, prospère, respecté. Evitons tous les actes qui pourraient, par la force des choses, conduire à restreindre cette liberté, à compromettre cette prospérité ou à retarder son développement, à entâcher notre réputation. Bien plus, vouons toutes nos intelligences et toutes nos forces à gagner le combat des années qui viennent et qui s'annoncent difficiles pour le monde.

Nous devons garder en mémoire le diagnostic des experts de la Banque Mondiale, je cite : « L'élimination de la pauvreté absolue d'ici la fin du siècle paraît un objectif impossible à atteindre » et « l'expansion économique des pays en développement sera plus difficile au cours de la prochaine décennie qu'elle ne l'a été pendant le dernier quart de siècle ».

Il s'agit là d'un point de vue global auquel nous pourrions estimer pouvoir échapper. Mais la Côte d'Ivoire n'est pas à l'abri des contrecoups des crises futures.

Je suis convaincu et je souhaite de tout cœur que vous partagiez cette conviction que si chacun de nous, à sa place, à tous les échelons de la société, travaille comme il le doit dans l'union et la concorde, nous passerons victorieusement les caps difficiles, fiers de notre Patrie, de notre travail, et assurés, quand nos mains lasses laisseront tomber leurs outils, de léguer aux générations futures les moyens d'aller plus avant encore vers la prospérité et le bonheur.

Vive la Côte d'Ivoire !

FELIX HOUPHOUET-BOIGNY.